

Ecrit par le 3 juillet 2026

Grand Delta Habitat, édition du nouveau livret social et solidaire



Lors d'un Delt'apéro, réunion d'information ponctuelle conviant ses partenaires sur un sujet choisi, **Grand Delta Habitat** a présenté son nouveau **livret social et solidaire**. Celui-ci aborde les divers programmes de la coopérative tels que l'accès sécurisé à la propriété, l'accompagnement social et l'insertion des jeunes par le logement, la lutte contre l'isolement des seniors et les familles en difficulté. Créé en 1966, Grand Delta Habitat a constitué un patrimoine de 39 375 logements accueillant 94 000 personnes.

«C'est vrai, nous faisons partie du monde économique dans lequel, bien entendu, nous devons réaliser

Ecrit par le 3 juillet 2026

des résultats, d'abord pour les gens que nous accueillons et ensuite parce que nous nous impliquons dans le pacte social et le contrat de solidarité, » a rappelé Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat.

157 ménages devenus propriétaires

Dans le détail, on y trouve **le parcours résidentiel sécurisé** qui permet, chaque année, à 120 locataires d'accéder à la propriété, grâce à un programme d'accession sociale sécurisé pour prévenir les accidents de la vie. Cette année, 157 ménages sont devenus propriétaires. Actuellement plus de 1 500 logements sont proposés à la vente aux locataires occupants -notamment avec les dispositifs en Prêt social location-accession (PSLA) et du bail réel solidaire (BRS)- grâce à un suivi personnalisé et à la sécurisation des conditions d'achat pour les acquéreurs. La coopérative a aussi pour objectif de développer son portefeuille de lots en gestion de syndic.

Au chapitre de l'aide aux jeunes

la coopérative a conçu un dispositif d'insertion qui se concrétise par des partenariats avec des associations en direction de jeunes fragiles en direction de logements relais et à des baux glissants. Il s'agit, plus précisément, de personnes en rupture de logement, ou victimes de violences, ou souffrant de troubles de la santé mentale, ou demandeurs d'asile, ou de mineurs non-accompagnés. Près de 417 logements leur sont ainsi dévolus.

1 491 familles accompagnées

Ces familles sont accompagnées en cas de vulnérabilité économique et/ou sociale par 15 chargées de développement social via un process de diagnostic, d'utilisation des dispositifs d'aide et de demandes de mutation. 52 ménages vulnérables ont ainsi été pris en charge en 2023.

Faire face aux ruptures de la vie

Qu'il s'agisse d'un départ rapide du foyer ou de précarité, la Ressourcerie Delta Collect', lieu de récupération et de stockage de mobilier et d'électroménager d'occasion, a permis d'équiper 50 familles et de redistribuer 650 éléments mobiliers en parfait état de fonctionnement. Delta Collect a ainsi réalisé, en 2023, le déménagement de 51 logements -dont les mobiliers et objets ont été laissés sur place puis déménagés et stockés dans un hangar de GDH de 1 290m².

Les différents outils d'aide de Grand Delta Habitat totalisent 790 000€

Pour faire face à la hausse du prix de l'énergie, **Delta énergie** soutient 1 813 locataires pour un montant de 280 000€ via également les Chèques énergie.

Soli'aide est un dispositif d'aides à la quittance co-financé par Soli Al et GDH. En 2023, 319 locataires ont ainsi été aidés à hauteur de 257 000€.

Le fonds social & solidaire prend en charge jusqu'à 30% d'un impayé au départ du locataire qui respecte son échéancier. **Le Siil, Secours interne aux impayés de loyer** traite, lui, des dettes élevées et permet un montage financier global avec d'autres partenaires financiers. Egalement, GDH étudie avec la Caf (Caisse d'allocations familiales), des solutions pour éviter les suspensions d'APL (Aide personnalisée au logement).

Ecrit par le 3 juillet 2026

Plus de 11 900 locataires GDH ont plus de 65 ans

GDH dédie, chaque année, 300 logements aux seniors. Dans ceux-ci, les baignoires y sont remplacées par des douches, les volets y sont motorisés, et des systèmes de domotiques installés afin de préserver, le plus longtemps possible, l'autonomie des locataires. Ces logements sont placés, de préférence, en rez-de-chaussée et à proximité des commerces, transports, services de santé, et des dispositifs de lien social. Ces habitats sont désormais programmés dans toutes les opérations de réhabilitation et programmes neufs. Un animateur Alter senior a été embauché pour animer deux résidences Alter senior. Il travaille, d'une part, à être en lien avec les seniors et ainsi les aider à lutter contre l'isolement social et favorise, d'autre part, le lien entre les locataires.

Végétalisation, jardins partagés, vergers

La coopérative travaille à un environnement embelli et apaisé des bas d'immeubles avec le développement de forêts comestibles -plantations d'arbres fruitiers- dans des espaces urbains végétalisés et à la création de jardins partagés qui permettent aux habitants de se rencontrer. Près de 300 personnels ont ainsi été déployés sur le terrain pour maintenir le dialogue des locataires avec GDH et les territoires partenaires. Depuis 2022, les équipes de proximité proposent également des visites de courtoisie à domicile pour créer du lien, anticiper les dysfonctionnements techniques et les conflits, les mutations, identifier les publics vulnérables, encourager le maintien à domicile.

Insécurité et incivilités, 523 caméras de surveillance

GDH a augmenté son arsenal lié à la sécurité via des interphones, des accès contrôlés et des caméras de surveillance. La coopérative a signé des conventions avec la Préfecture du Var, les Tribunaux judiciaires de Toulon et Draguignan, la Direction départementale de la sécurité publique du Var et entre bailleurs sociaux. Objectif ? Prévenir les atteintes aux personnes et aux biens, tout en responsabilisant les locataires.

19 associations subventionnées

La Fondation GDH est dotée de 150 000€ pour soutenir ses partenaires associatifs. Près de 13 des 19 projets subventionnés en 2023 concernent les Quartiers prioritaires de la Ville (QPV) pour intervenir sur l'Amélioration de la qualité de la vie ; la Culture et l'éducation ; la Convivialité et le sport et l'Insertion sociale et économique.

Les 14 agences GDH

se situent à Bollène, Orange, Carpentras, Sorgues, Avignon-Saint-Jean, Avignon-les-Sources, Le Pontet, L'Isle-sur-la-Sorgue, Apt, Cavaillon, Nîmes, Salon-de-Provence, Marseille et Nice. Le livret social et solidaire [ici](#).

Ecrit par le 3 juillet 2026



Rémi Marti, directeur de la proximité et Michel Gontard, président de GDH, Copyright GDH

Axédia, 70 ans d'activités pour le logement et l'acquisition pour tous

Ecrit par le 3 juillet 2026



Pour les 70 ans d'Axédia, Marie-Noëlle Lieneman, ancienne Ministre et sénatrice, et Présidente de la Fédération Nationale des Coopératives d'Hlm a félicité Michel Gontard, président directeur général -et président de Grand Delta Habitat- et ses équipes pour leur accompagnement des plus modestes au logement et à l'accession à la propriété. Marie-Noëlle Lieneman et Michel Gontard militent pour un soutien financier accru de l'Etat, un logement abordable, durable et adapté aux besoins des citoyens alors que la France subit une crise du logement qui s'amplifie et perdure.

Dans les faits, Marie-Noëlle Lienemann fait actuellement le tour des coopératives dont chaque territoire est spécifique. Un tour d'horizon propre à nourrir sa réflexion pour connaître les besoins et opportunités de chaque coop sur son territoire qui pourrait alors dresser sa feuille de route à 5 ans et, face à cela, demander une vraie implication financière du bloc présidentiel.

70 ans de combat social pour les plus modestes

Ecrit par le 3 juillet 2026

Pour l'heure l'ancienne ministre a félicité la coopérative Axédia qui possède plus de 855 logements à la location et développe son parc en Vaucluse, dans le Gard et l'Hérault. Le résultat, en amont, d'une organisation fédératrice d'actions concrètes, notamment via la '[Coop Foncière Méditerranée](#)' et la Sac (Société anonyme de coordination pour une offre globale sur son territoire en additionnant les savoir-faire de ses membres) [Territoires Sud Habitat](#), dont Axédia est fondatrice.

Michel Gontard a souligné des années 2023 et 2024

marquées par d'importants défis économiques et sociaux particulièrement impactants sur les ménages ; la difficulté à se loger et l'accession à la propriété qui continue d'être très freinée pour les ménages les plus modestes. Face à ce constat, la coopérative Axédia avait déjà mis en pratique le Prêt Social Location Accession -PSLA, - et le Bail Réel Solidaire -BRS-.

En savoir plus sur le PSLA

Le [Prêt Social Location Accession](#) est un dispositif d'accession à la propriété pour des ménages sous plafonds des ressources afin d'accéder, progressivement, à la propriété de leur résidence principale, à prix maîtrisé, avec un statut de locataire accédant.

Comprendre le BRS

[Le Bail Réel Solidaire](#) est également un dispositif d'accession à la propriété créé en août 2015, en logements neufs ou anciens et sur les zones tendues à un prix abordable -« de 20 à 40% moins cher », a indiqué Michel Gontard- et applicable dans le cadre de la Loi [SRU](#) (Loi de Solidarité et Renouvellement Urbain). Une réduction du coût du prix de l'acquisition due à la dissociation du foncier porté -entre 18 et 99 ans- par un Organisme Foncier Solidaire ([OFS](#)) et du bâti acquis par les candidats propriétaires. En contrepartie les propriétaires versent un faible loyer du terrain. Egalement, l'achat du bien peut être fait via le Prêt à taux zéro ([PTZ](#)), pour les primo-accédants.

Les métiers d'Axédia

Axédia exerce la construction et l'aménagement, la gestion locative et l'accession sociale à la propriété. La coopérative propose la vente de terrains, de maisons et d'appartements sobres en énergie.

Les chiffres clés 2023

7,7M€ d'investissements ; 5,8M€ de chiffre d'affaires ; 380 722€ de résultats ; 9 747 logements gérés par le syndic de copropriétés ; 1 851 personnes logées ; 855 logements locatifs dont 93 en 2023 ; 98,89% de recouvrement et 1,18% de logements vacants. Où les logements se situent-ils ? 612 en Vaucluse (84) ; 235 dans le Gard (30) ; 8 dans l'Hérault (34).

Le Conseil d'administration Axédia

Michel Gontard, président directeur-général, George Lemaire, directeur, Bruno Abbattista, Xavier Alapetite, Bruno André, Kader Belhadj, Jean-Jacques Dorey, Etienne Ferracci, Véronique Mencarelli, Michèle Michelotte, Joanne Mokonom, Isabelle Pairat, Alain Parent, Christian Pons, Laurent Pradeille, Dominique Taddéi, Stéphane Tortajada, Nathalie Vallat.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ils ont dit

Marie-Noëlle Lienemann

«La crise du logement que nous subissons actuellement touche particulièrement le logement social. Nous aidons les ménages les plus modestes à devenir propriétaires, via le parcours résidentiel. Nous nous félicitons du maintien du prêt à taux zéro (PTZ) et du PSLA (Prêt social location accession) pour lesquels nous demandons, au Gouvernement, le doublement de la quotité. Nous nous sommes également beaucoup mobilisés sur le BRS (Bail Réel Solidaire) promu par les coops et auquel personne ne croyait et désormais reconnu dans les textes législatifs, dispositif qui fonctionne très bien. Quant aux taux d'intérêts ils ne sont pas encore assez bas pour permettre aux plus modestes d'accéder au crédit.»

«En 20 ans, si l'accession à la propriété a augmenté,

la part de l'accession sociale a diminué car le PTZ (Prêt à taux zéro) a favorisé les couches moyennes supérieures ou les plus aisées, mais pas vraiment ceux qui en avaient besoin, notamment à une période où les crédits sont rares. Nous attendons des Pouvoirs Publics la suppression de la RLS (Réduction du

Ecrit par le 3 juillet 2026

loyer solidarité), c'est-à-dire du prélèvement des 1,5 milliards fait chaque année sur le mouvement HLM et revendiquons la TVA à 5,5% pour l'ensemble du logement social.»

Mise en place d'un observatoire

«J'ai demandé au Congrès HLM la mise en place d'un observatoire comme on le fait pour les comptes publics afin de pouvoir détailler combien l'Etat - dont les collectivités publiques- reçoit et dépense. Enfin, nous vivons un véritable problème d'accès au foncier dont les prix ont évolué de 300% en 30 ans. Ce qui est rare est donc cher. Surtout, le prix du logement devient de plus en plus divergeant de l'évolution des revenus des français ce qui plombe le pouvoir d'achat. Il faut donc déstocker le foncier public dont nous avons besoin, cela pourrait être la vente des terrains de l'armée, de la Sncf, de la Poste... Enfin nous pourrions faire une Vefa -Vente en état futur d'achèvement- à l'envers c'est-à-dire commander à des promoteurs ce que nous voulons plutôt que le leur racheter une fois les constructions faites qui ne correspondent pas exactement à nos attentes.»

La loi Zan

Quant à la loi [Zan](#) (Zéro artificialisation nette), si je comprends totalement la préservation des terres notamment agricoles, je trouve assez injuste que les communes qui ont beaucoup construit puissent encore réaliser 50% de ce qui a déjà été réalisé, alors que les petites communes qui construisent peu ne puissent plus le faire. Cette loi va encore participer à augmenter le coût du foncier et poser un arbitrage sur la terre et non pas sur la qualité du bâti. Or, si l'on paie cher le terrain, on amoindri le coût et donc la qualité de la construction, au moment où il faut revaloriser les métiers du bâtiment, si l'on ne veut pas voir, par exemple, le retour des travailleurs détachés.»

La pression subie par les maires

«L'autre difficulté ? Il y a des maires qui ne veulent pas construire. Ça n'est pas que ce soit leur choix, mais la pression des habitants parce que ces derniers fantasment sur la population qui pourrait y habiter alors que dans les faits, ce sont les habitants et les jeunes de la commune qui s'y installeront. Une fois cela réalisé, les habitants sont contents, mais il faut insister pour que la construction ait lieu.»

«Nous avons la conviction de pouvoir, tous, travailler ensemble

élus, Etats et opérateurs sociaux pour réussir ce défi républicain face à une société fracturée où les gens vivent chacun dans leur univers, sans échanger, sans penser qu'ils portent, ensemble, le destin du pays alors que la mixité sociale, qui n'est pas facile, peut réussir grâce à une feuille de route partagée. L'[ONU](#) (l'organisation des Nations Unies) a décidé que 2025 serait l'année internationale des coopératives porteuse de l'intérêt de la collectivité publique, des locataires, des financiers... Nous avons besoin d'outils dans cette recherche de l'équilibre des parties.»

Michel Gontard,

«Nous portons l'accession à la propriété sur la région Sud-Paca et Occitanie, via la 'Coop' foncière Méditerranée' et 'Territoires Sud Habitat' pour une vision complète où l'accession sociale est intégrée. Nous avons d'ailleurs été les premiers à sortir des villas BBC (Bâtiments basse consommation).»

«Nous expliquons aux maires les avantages du PSLA et du BRS

Ecrit par le 3 juillet 2026

-qui est le plus plébiscité des deux dispositifs- où nous arrivons à faire baisser les prix du bien jusqu'à 40% -même dans le cadre d'une opération SRU- pour ceux qui souhaitent devenir propriétaires. Notre organisme de foncier solidaire (OFS) détient un portefeuille de 70 opérations à réaliser en Sud-Paca et Occitanie. Mais la plus importante problématique reste l'accès au foncier, cela pourrait être réglé grâce au foncier d'Etat qui pourrait nous être mis à disposition. J'en veux pour preuves les dizaines d'hectares de friches SnCF aux Rotondes à Avignon.»

«L'attente d'un logement social en Vaucluse

-19 000 demandes- s'exprime en années et je ne parle pas des demandes de mutation, de changement de résidences souvent demandées en raison de trafics, de sentiment d'insécurité, où sous la pression de certaines idéologies, radicalisation » relève Michel Gontard, « également par rapport à la question de la fréquentation de l'école », intervient Marie-Noëlle Lienemann.

«Le pavillon avec jardin reste la demande de tous

car beaucoup de nos résidents désirent quitter le collectif pour vivre en villa, rappelle Michel Gontard. Plus de 30% de nos locataires en Région Sud-Paca ont plus de 60 ans, ce qui est considérable. C'est le résultat de parcours de vie accidentés, de pertes d'emploi. Axédia accueille aujourd'hui 10% de demandes de logements de personnes de 75 ans ce qui est caractéristique d'une mutation des revenus pour les gens.»

La problématique du relogement

«Nous vivons un problème important avec le relogement des personnes dans le cadre du [NPNRU](#) (Nouveau programme national de renouvellement urbain). A Avignon, il s'agit de 1 100 logements à détruire pour en reconstruire 800 dans le Grand Avignon.» concluait le président-directeur-général d'Axédia, Michel Gontard.

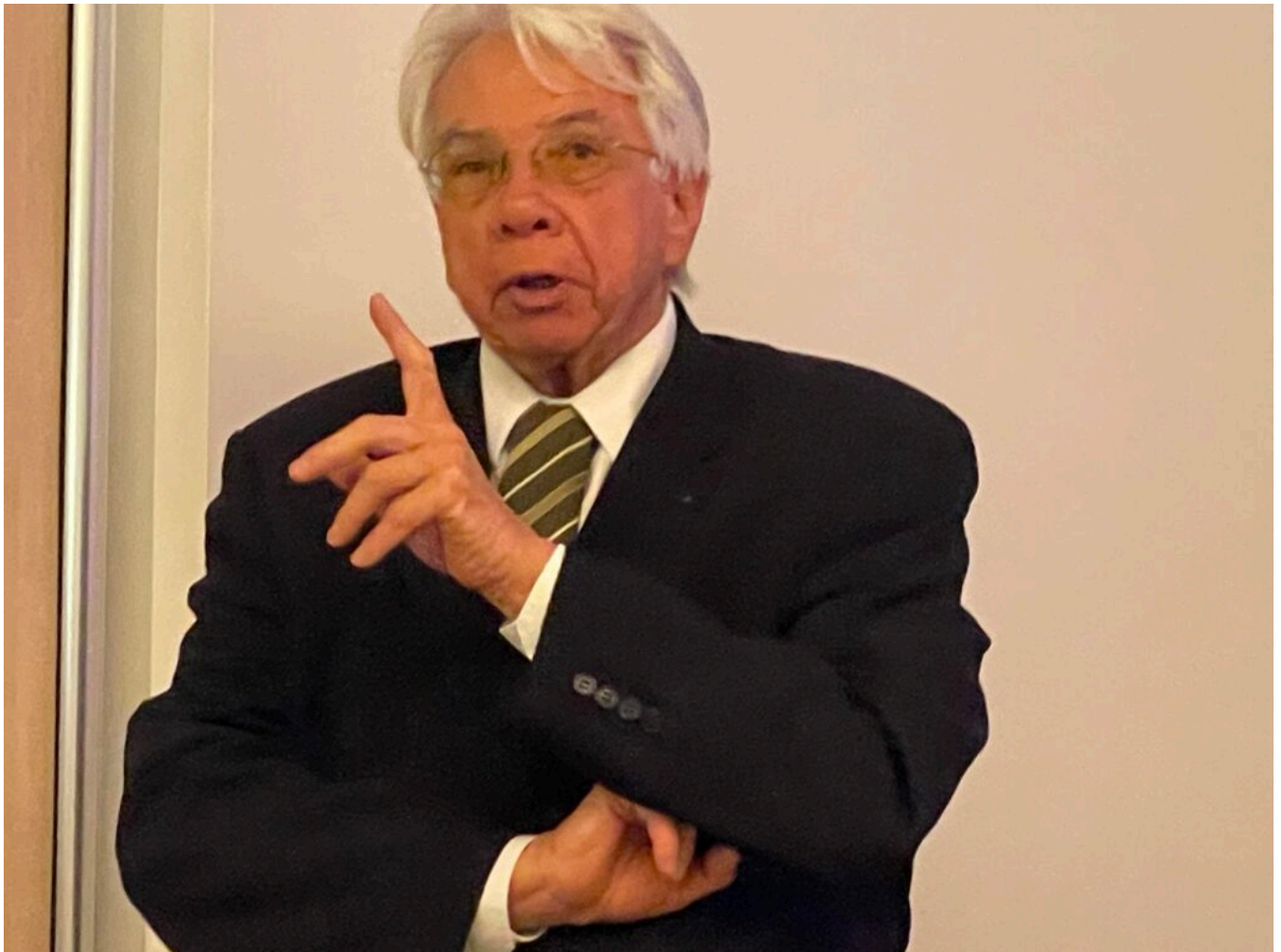
Grand Delta Habitat, Etat des lieux et stratégie

Ecrit par le 3 juillet 2026



Lors du dernier Delt'apéro ayant pour thème la Transparence bancaire, Michel Gontard et les équipes de **Grand Delta Habitat**, leader des bailleurs sociaux de Vaucluse parti à la conquête des régions Paca, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes -dans une moindre mesure- et des Alpes-Maritimes, ont évoqué la transparence bancaire. Une analyse poussée venue contextualiser le marché sur lequel se meut avec difficulté le logement social qui a perdu, depuis 2017, l'appui du gouvernement et doit faire face à une conjoncture française et internationale des plus complexes. C'est aussi l'heure, pour ceux qui ont su maintenir leur croissance, de se montrer agiles et de rafler la mise... Même en temps de crise.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Michel Gontard, Président de Grand Delta Habitat Copyright MMH

Mais avant d'aller plus avant dans l'analyse de ce qui se joue actuellement, quelle est la position de Grand Delta Habitat ?

Grand Delta Habitat ce sont 39 375 logements, répartis dans 194 communes, dans quatre régions et 7 départements (84, 83, 30, 26, 13, 06 et 04), mais dont le plus grand nombre de logements se situent dans le berceau de la coopérative soit 29 572 maisons et appartements en Vaucluse bientôt rejoints par 1 168 nouveaux habitats sur ce même territoire.

Une présence en zones tendues

Il est vrai que le bailleur social travaille également prioritairement sur les zones tendues comme dans le Var où 831 logements rejoindront les 774 logements déjà présents. Même chose du côté des Bouches-du-Rhône où 522 nouveaux habitats viendront grossir un patrimoine d'actuellement 3 907 logements, sans oublier les Alpes-Maritimes où 831 logements à venir compléteront les 774 habitations. Pour l'heure, la

Ecrit par le 3 juillet 2026

coopérative a déjà racheté 759 logements à ses confrères et en livrera autant, en programme neuf, d'ici la fin de cette année.

Des chiffres au carré

Concrètement, en 2023, GDH a ainsi réalisé un chiffre d'affaires de 215M€, investi 125M€, dégagé des ressources financières à hauteur de 36,3M€, obtenu un résultat net de 20,1M€, réalisé des plus-values grâce à la vente d'habitats à hauteur de 18,9M€ et bâti un autofinancement de 17,3M€. **Dans le détail ?** Le bailleur social loge 93 300 personnes, possède 9 747 lots en gestion de copropriété, a livré 805 logements, accueille 662 salariés, a vendu 158 logements et propose un suivi personnalisé des familles logées via 15 agences commerciales. Enfin, la coopérative arrive à un taux de recouvrement de 98,81% et 3,02% de logements vacants.



Michel Gontard, président de GDH et Xavier Sordelet, directeur général GDH ont commenté la conjoncture et la feuille de route de la coopérative Copyright MMH

Ecrit par le 3 juillet 2026

Les projections 2024

Grand Delta Habitat prévoit une marge annuelle de l'activité accession de 254M€ ; La collecte de 211M€ de loyers bruts (soit 194M€ net) ; La vente de logements pour 13,3M€ dont celle du Foyer 'Baigne pieds' 54 équivalents logements pour un produit d'un peu plus de 4M€ ; une vacance en dessous des 900 logements et une optimisation de l'organisation de sa structure avec 667 salariés à la fin de cette année. Au chapitre des freins : Une réduction de Loyer de Solidarité estimée à 16M€, tandis que la part affectée à la remise énergie est de 750 KF€ ; enfin, le coût de la vacance financière avec les démolitions se monte à une perte de 6 101KF.

Le Livret A

Le livret A passé de 0,5% en février 2020 à 3% en février 2023, et dont environ 60% de la collecte est dévolue au financement du Logement social via les prêts consentis de la Caisse des dépôts aux organismes sociaux (il représente avec le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) 542 milliards d'euros de collecte en France), a sensiblement alourdi l'encours de la dette des bailleurs sociaux, évalué à 150 milliards d'euros. Les charges augmentant, ceux-ci sont là encore entravés dans leur résultat d'exploitation et leur capacité d'investissement.



Jardins de Sophie Copyright Sylvie Villeger

Les autres leviers exercés par GDH pour conforter son budget ?

L'augmentation de l'Indice de référence (IRL) des loyers à hauteur de 3,5% hors DPE (diagnostic de performance énergétique) F et G du patrimoine existant ; L'optimisation du calendrier de libérations et

Ecrit par le 3 juillet 2026

démolitions, et la réduction des logements vacants de 1 184 à 900, à fin décembre.

Les perspectives 2025-2028

GDH ambitionne **un autofinancement** de 18,2M€ en 2025 ; 21,3M€ en 2026 ; 24,3M€ en 2027 et 23,8M€ en 2028. Un patrimoine de logements allant de 40 862 en 2025 ; 41 491 en 2026 ; 42 216 en 2027 et 42 802 en 2028.

Un chiffre d'affaires loyers de 208,410M€ en 2025 ; 220 520 en 2026 ; 229 807 en 2027 et 238 934 en 2028.

En termes de **ventes de logements**, la coopérative verrait un retour sur investissement de 14,7M€ en 2025 ; 15,1M€ en 2026 ; 15,4M€ en 2027 et 15,8M€ en 2028. **GDH prévoit entre 2025 et 2028** d'investir 953M€ à destination des opérations nouvelles ; 266M€ de réhabilitations ; D'exécuter une maintenance de son parc à hauteur de 137M€ et d'investir 39M€ dans de nécessaires démolitions.

A 2028, **la coopérative prévoit d'accueillir** 42 802 logements et foyers ; 4 107 logements réhabilités ; aura procédé à 1 083 ventes de logements ; exécuté 1070 démolitions et à 104 ventes de logements.

Standard & Poor's

L'ingénierie financière de GDH est saluée depuis 5 ans, par l'agence de notation Standard & Poor's qui lui a attribué la note de A pour ses choix de financement à long terme et A1 pour ces décisions en matière de financement à court terme. Cependant si GDH se révèle être une machine de guerre du Logement social au sein du Vaucluse et désormais vers les zones tendues des régions limitrophes et au-delà, le contexte conjoncturel et financier n'est pas des plus aisés. Michel Gontard, patron de la coopérative s'en est largement ouvert lors de ce Delt'Apéro de la Transparence bancaire.

Une conjoncture inquiétante

«La conjoncture est inquiétante, a relevé, durant la soirée, Michel Gontard. En effet, les bailleurs sociaux accélèrent les ventes en bloc pour retrouver leurs capacités financières.» Ainsi Erilia, SFHE (Société française d'habitations économiques), Unicil, Logis familial Varois, CDC Habitat (Caisse des dépôts et consignations), 13H (1^{er} bailleur social public des Bouches-du-Rhône), 3F (Groupe d'Action Logement) et Sacogiva (Bailleur d'Aix-en-Provence) ont proposé une partie de leur patrimoine à Grand Delta Habitat.

Besoin de liquidité des confrères bailleurs

En tout, 2 200 logements ont été proposés, en 2024, à GDH par ses confrères et pour lesquels le bailleur vauclusien en a acquis 759 en dessous de 2 000€/m² et même à Nice à hauteur de 1 600€/m². **Plus précisément ?** Les 759 logements ont été achetés à Erilia, Sacogiva, 1001 vies habitat, 3F Sud, à CDC Habitat ainsi qu'à Unicil.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Le Delt'Apéro de la Transparence bancaire réunissait Les directeurs et les administrateurs de la coopérative ainsi que ses partenaires financiers

Un contexte de crise inédit

«Nous sommes dans un contexte de crise inédit, analyse le président de GDH, détaillant les freins intervenant puissamment au creux d'une conjoncture marquée par le Covid -depuis mars 2020- puis la guerre en Ukraine intervenue fin février 2022 et dont l'impact s'est fait ressentir sur la production et la vente de logement.»

« D'autres perturbations

impactent la sphère économique, a rappelé le leader vauclusien des bailleurs sociaux comme, notamment, le retour de l'inflation, l'augmentation des coûts de construction, ainsi que celui de l'argent -qui a eu pour conséquence de diminuer les capacités d'emprunt immobilier, notamment des particuliers, jusqu'à + de 50 000€. »

Ecrit par le 3 juillet 2026

« La disparition des aides publiques

sont pour beaucoup supprimées. Quant au Prêt à taux zéro (PTZ), s'il a, en effet, été prolongé jusqu'en 2027, son usage a été restreint. Le dispositif concerne l'acquisition d'un logement neuf en zone tendue ou d'un logement ancien avec travaux en zone détendue. Le dispositif subit également le recul de solvabilité du primo-accédant cependant son action touche désormais 800 nouvelles communes. » Pour Michel Gontard, « le PTZ demeure intéressant dans le cadre de l'accession sociale à la propriété dans le cadre d'achat en PSLA (Prêt social location/accession), en BRS (Bail réel social) sur l'ensemble des ventes HLM. »

La fin programmée du dispositif Pinel d'investissement locatif

Cette disposition, éteinte en 2024, permettait une réduction d'impôt allant jusqu'à 21% du prix d'acquisition d'un bien mis en location. Pourtant le Pinel avait permis la construction de 500 000 logements depuis sa création en 2014. « Sa disparition remet en question l'équilibre des opérations de logement en réduisant la part des investisseurs. La promotion immobilière est désormais le fait des bailleurs sociaux. »

Ecrit par le 3 juillet 2026



Le nouveau Chai Copyright Sylvie Villeger

Le mille-feuille de la réglementation

Désormais la concurrence établit ses règles par voie de réglementations que seuls les plus grands faiseurs peuvent absorber telles que la Loi Climat et résilience qui interdit l'augmentation des loyers des logements du parc privé classés F et G au titre du DPE (Diagnostic de performance énergétique).

En 2024

toutes les étiquettes DPE sont autorisées à la location à condition de consommer moins de 450Kwh/m² par an. En 2025, l'Etat prévoit d'exclure du parc locatif les logements classés en G, puis F en 2028 et E en 2034.

Ecrit par le 3 juillet 2026

La loi Zan

Fixe de réduire de moitié la consommation des surfaces naturelles d'ici 2030 afin de cesser d'artificialiser les sols d'ici 2050.

Les effets collatéraux

Entre 2021 et 2023 la Fédération des promoteurs a observé un recul de 50% des ventes de logements au détail et de 60% des ventes de logements aux investisseurs. 900 agences immobilières ont été placées en redressement judiciaire ou en liquidation en 2023 soit +3% par rapport à 2022.

Offices notariaux, archis, déménageurs...

Près de 1 000 licenciements ont été annoncés dans les offices notariaux car le nombre de transactions immobilières dans l'hexagone est passé de 1 Million en 2022 à 900 000 en 2023. Les cabinets d'architecte se sont séparés de 15% de leurs effectifs dès le 1^{er} semestre 2024 soit 10 000 suppressions d'emplois sur 60 000. Même ressenti du côté des déménageurs avec un recul de 20% de l'activité et une baisse d'activité de 2,5% chez les marchands de meubles. Enfin, du côté des collectivités, les droits de mutation n'ont pas été au rendez-vous. Le Conseil départemental qui avait budgété 110M€ en 2024 subira un recul de 30M€ par rapport à 2023.

Désormais

Les bailleurs sociaux qui 'tiendront la rampe' sont ceux qui sauront mêler audace, prudence et pugnacité dans l'exercice du développement d'un patrimoine de qualité, en zone tendue et sans doute également, dans le logement intermédiaire qui permet à ceux qui n'ont pas accès au logement social de prétendre à un loyer décent, en proximité des agglomérations pourvoyeuses d'emplois et de services. Pour cela, La bonne santé de l'organisme se lit en partie dans sa capacité d'autofinancement et en, regard de son seuil de fragilité.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Les Gèraniums Copyright Sylvie Villeger

Grand Delta Habitat, la plus grande coopérative de France reste offensive en plein marasme du logement

Ecrit par le 3 juillet 2026



Michel Gontard, président de [Grand Delta Habitat](#), la plus importante coopérative HLM de France, a clos le mois des vœux en Vaucluse au Parc des expositions d'Avignon. Face à lui, 450 personnes dont les personnalités du Vaucluse, représentants et services de l'Etat, sénateurs, députés, présidents de collectivités territoriales, d'interprofessionnelles, tous s'étaient rendus au rendez-vous du plus prolifique des bâtisseurs du Vaucluse. En tout ? 39 375 logements dans 194 communes dont 77% situés en Vaucluse, 93 300 personnes logées et une percée remarquable sur les territoires les plus tendus de Paca.

Grand Delta Habitat fête ses 60 ans et, à l'heure de la maturité, se projette plus que jamais sur le terrain le plus difficile qui soit, les villes et métropoles tendues, alors qu'au plus haut sommet de l'Etat, on préfère ignorer une crise du logement sans précédent.

Tous unanimes

«Pour la première fois nous sommes tous unanimes, Medef, CGT, Fnaim et bailleurs sociaux exposait

Ecrit par le 3 juillet 2026

Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat. Tous mettent en garde : 'Le logement est devenu une bombe sociale'. Il devient nécessaire de Faire sauter ce qui fige, pèse, s'installe et persévérer dans la percée.'

Faire sauter les verrous

«Ce qui fige ? Un foncier de plus en plus rare et de plus en plus cher, [Zan](#) comprise (Zéro artificialisation nette), relevait Michel Gontard. Ce qui pèse ? Le taux de l'argent, GDH a ainsi été amputé de 15M€. Ce qui s'installe ? Un prélèvement de l'Etat (RLS) en hausse de 4,5% soit 15M€ là encore prélevés à notre coopérative. Persévérer ? Nos résultats 2023 témoignent de notre expertise et savoir-faire et nos engagements 2024 constituent notre feuille de route. La percée ? Les 30M€ qui nous sont retirés représentent 1 500 logements neufs supplémentaires et environ 4 000 nouveaux emplois, soient 50 000 logements GDH d'ici 2030 qui ne seront pas construits...»

Situer la demande

«La demande en logement a augmenté de 10% entre 2022 et 2023 a situé Michel Gontard. Au national, il s'agit de 2,6 millions de demandes, 206 000 en région et de 19 000 en Vaucluse. Grand Delta Habitat aura procédé à l'attribution de 3 483 logements en 2023, soit 1 200 logements supplémentaires par rapport à l'année précédente, dont 200 logements Vallis Habitat remis en location.

Ecrit par le 3 juillet 2026



La première année de la fusion avec Mistral Habitat achevée

«La première année de la fusion s'est achevée, il était temps, pour nous d'établir, le diagnostic a entamé Michel Gontard après le traditionnel souhait des vœux. Si certains ont évoqué un défi insurmontable, nous n'y avons vu que talents et potentialités qui nous ont permis d'atteindre les objectifs fixés et, pour les salariés, de pouvoir évoluer au sein de la structure. Dans ce cadre, nous mobilisons 600 000€ annuel pour la formation de notre personnel composé de 662 collaborateurs.»

Signer une convention avec 200 communes

«Notre but est d'accompagner l'élu et sa population et de maintenir la confiance de nos partenaires. Notre objectif 2024 sera de signer une convention GDH avec 200 communes. Notre objectif 2024 sera de faire partie des 15 premiers bailleurs sociaux de France.»

La notation

«Nous venons de connaître notre notation Standard and Poor's. Grand Delta Habitat a reçu la notation,

Ecrit par le 3 juillet 2026

sur le long terme de A, perspective positive après une année 2023 stable et à Court terme A1, confirmée c'est-à-dire la même notation qu'en 2022. Cette notation est gage de sécurité et de confiance pour GDH, particulièrement dans ses relations avec nos financeurs et banquiers, nos fournisseurs et entreprises et, bien sûr, les élus, les administrations, partenaires socio-économiques, les personnels et collaborateurs.»

Les engagements sociaux de GDH

«Comme le disait le regretté Coluche : 'La vie mettra des pierres sur ta route, à toi d'en faire un mur ou un pont', nous avons choisi d'en faire un pont pour renouveler la ville, écouter et entendre les territoires oubliés, briser la solitude et l'isolement, soutenir le parcours résidentiel et conquérir les centres-bourgs.»



Réduire la zone grise

«Nous voulons réduire la zone grise, entre inéligibilité au logement social et inaccessibilité au locatif privé via la proposition de logements intermédiaires. Nous ferons des propositions adaptées aux salariés et cadres moyens du privé et du public. 100 logements intermédiaires ont déjà été livrés à Saint-Laurent-du-

Ecrit par le 3 juillet 2026

Var et Saint-Martin-de-Crau dans les Bouches-du-Rhône.»

La solidarité

«Sans solidarité, il n’y a ni de performance durable ni honorable’ disait François Proust, philosophe de l’entreprise en s’adressant aux dirigeants. Ainsi pour notre coopérative, loger est un devoir moral ; notre rôle, au-delà de l’écoute, est d’accompagner, de soutenir et de partager ; La solidarité est un contrat sociétal au quotidien,» a conclu le président de la plus importante coopérative de France.

Dans le détail

Grand Delta Habitat a livré 800 logements, dont les nouvelles constructions arborent systématiquement le classement énergétique en A ou B. 150 logements réhabilités ont été livrés et 250 logements démolis dont 107 à Avignon, 49 à Cavaillon et 96 à Orange. 158 ventes ont également été réalisées.

15 agences de proximité dont 11 en Vaucluse

Grand Delta Habitat (GDH) a implanté des agences de proximité à Apt, trois à Avignon, une à Bollène, à Carpentras, à Cavaillon, à l’Isle-sur-la-Sorgue, à Marseille, à Nîmes, à Nice, à Orange, au Pontet, à Salon-de-Provence et à Sorgues. Deux nouvelles agences seront créées dans le Var et le Gard Rhodanien.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Les travaux de réhabilitation Anru enfin lancés

Près de 145 logements à la reine Jeanne, 232 à Saint-Chamand, 145 à l'Aygues à Orange. Il y a aussi les réhabilitations hors Anru (Agence nationale de rénovation urbaine) Les Souspirous à Avignon, à hauteur de 198 logements, 10 rue des Teinturiers et 18 aux Douanes. 35 logements au Village de Bedarrides ; 286 aux Amandiers à Carpentras ; 38 aux Peyssonnières à Entraigues ; 26 aux Cypres à l'Isle-sur-la-Sorgue, 31 au Cloître, 11 au Paulus et 25 à l'Enclos ; 285 à la Tourre à Orange ; 33 aux Cros à Saint-Saturnin-lès-Avignon et 16 au Ponte à Vedène.

Les chiffres clés 2023

215M€ de chiffre d'affaires. 125M€ investis. 93 300 personnes logées. 39 375 logements dont 29 572 en Vaucluse. 9 747 lots en gestion de copropriété. 805 logements livrés. 662 collaborateurs. 15 agences commerciales. 98,81% de recouvrement. 3% de logements vacants.

A la conquête des territoires

Ecrit par le 3 juillet 2026

Grand Delta Habitat est présent en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes. Dans 7 départements : Alpes-de-Haute-Provence avec 192 logements, les Alpes-Maritimes avec 952 logements, la Drôme avec 248 logements, les Bouches-du-Rhône avec 3 907 logements, le Gard avec 3 304 logements, le Var avec 1 200 logements et, enfin, le Vaucluse avec 29 572 logements. Toujours dans cet esprit de conquête de l'espace, la coopérative avance ses pions notamment sur les terrains d'habitude hermétiques de Cagnes-sur-mer (06), Noves, Garéoult (83), La Farlède (83), le Muy (83) et la-Londe-les-Maures dans le Var.

Le travail accompli sur la solidarité et la sécurité

Les initiatives sont nombreuses visant à accompagner les familles et personnes les plus vulnérables et préserver le pouvoir d'achat. En tout premier lieu le **Fonds de solidarité Delta énergie** doté de 400 000€ est augmenté en 2023 à 720 000€.

Le fonds social et solidaire doté de 30 000€ prend en charge 30% d'un impayé au départ d'un locataire et **le Secours interne aux impayés de loyers** de 25 000€ qui contribue à la prévention des expulsions liées aux lourds impayés. **Delta Collect**, via une gestion vertueuse des encombrants, redistribue le mobilier collecté aux plus démunis. Près de 30 familles en ont été bénéficiaires et le dispositif sera mis en œuvre, dès cette année, à Orange.»

Le CHU (Centre hospitalier universitaire) de Nice

GDH s'est engagé à accompagner les professionnels de santé dans l'offre intermédiaire de logement via des propositions de loyers accessibles dans cette zone particulièrement tendue aux loyers élevés dans le secteur privé.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Les logements à venir en 2024

54 nouveaux logements devraient éclore dans les Alpes-de-Haute-Provence ; 471 dans les Alpes-Maritimes ; 522 dans les Bouches-du-Rhône ; 146 dans le Gard ; 595 dans le Var ; 1 168 en Vaucluse.

Les nouveaux programmes en accession et les terrains à bâtir

4 appartements à Ollioules (83) via le BRS ([Bail réel solidaire](#)) ; 4 appartements à Cheval Blanc en PLSA ([Prêt social location-accession](#)) ; 7 terrains à Egyuères (13) ; 15 terrains à Saze (30) ; 8 terrains à Brignoles (83), 7 terrains à Orange ; 6 villas à l'Isle-sur-la-Sorgue via le BRS et 4 villas à Robion en PLSA.

Sud Attractivité

la création de la Foncière commerce de redynamisation des cœurs de ville : Sud attractivité, à l'initiative de GDH, a pris pour partenaires la Banques des territoires et la Caisse d'Épargne. C'est une 1re nationale en France. Mission ? Revitaliser l'immobilier de centre urbain : commerce et logements adjacents. Mode opératoire ? Rachat de l'immobilier, réhabilitation du commerce et de l'immeuble. Mise sur le marché du commerce et des logements. Actuellement 15 opérations sont identifiées. Les villes concernées ? Carpentras et Cavaillon puis Manosque, Salon-de-Provence, L'Isle-sur-la-Sorgue et Pertuis.

Sécurité, tranquillité des locataires et préservation du patrimoine

GDH a initié une convention de partenariat avec le Tribunal judiciaire de Carpentras pour renforcer la sécurité et la tranquillité, dans le cadre de la prévention de la délinquance dans les logements. En réponse à ce partenariat, GDH s'engage à créer des postes de Travail d'intérêt général (Tig). De la même

Ecrit par le 3 juillet 2026

façon, la coopérative a signé une convention avec la Direction départementale de la Sécurité publique du Var comme elle l'avait fait en 2022, avec la Direction zonale Sud de la Police nationale.

Ils étaient là

Près de 450 personnes étaient présentes aux vœux dont le sous-préfet et secrétaire-général Sébastien Maggi, le colonel de gendarmerie Cédric Garence, Dominique Santoni, la présidente du Département de Vaucluse, Gilbert Marcelli, le président de la CCI de Vaucluse, Joël Guin, le président du Grand Avignon, Jean-Marc Bluy représentant Cécile Helle, maire d'Avignon, les maires et élus d'Althen-des-Paluds, d'Aubignan, de Beaumes-de-Venise, de Cabannes, de Carpentras, de Caromb, de Cheval-Blanc, de Faucon, de Mondragon, du Thor, de Saint-Geniès-de-Comolas, de Villeneuve-lès-Avignon, de Saint-Hippolyte... Egalement des présidents d'interprofessionnelles comme Daniel Léonard, le président de la Fédération du bâtiment et des travaux publics, les partenaires de la Coopérative telles que les entreprises, les banques dont Jean-Elie Brouillard de la Société Générale, les avocats, dont Tanguy Barthouil, des notaires, des gendarmes, des policiers...

Obsèques de Guy Ravier : « En un seul mandat de maire, il a plus fait rayonner Avignon que quiconque »

Ecrit par le 3 juillet 2026



Il était solaire, empathique, franc, loyal, souriant, bienveillant Guy Ravier. Ce mercredi matin, le tout Avignon, élus comme citoyens anonymes des quartiers sont venus au crématorium de la cité des papes lui rendre un dernier hommage, aux côtés de ses enfants, petits-enfants et amis. Après le décès de Florence, sa fille, de Fabienne sa belle-fille et de sa femme, Simone, il s'en est allé à 85 ans après une vie de professeur de lettres et de conseiller départemental, régional, de député et de maire.

« Il préférait les actes aux paroles. »

Jean-Luc Bruguier, ancien collaborateur de Guy Ravier pendant une dizaine d'années

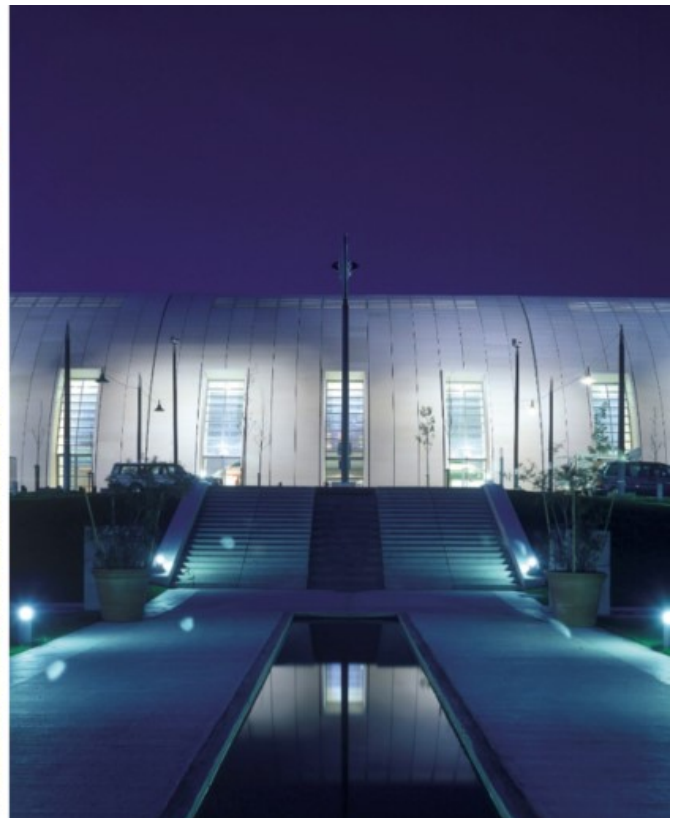
Jean-Luc Bruguier, son collaborateur pendant une dizaine d'années, a pris la parole devant son cercueil. « Il préférait les actes aux paroles, il était attaché viscéralement à la condition humaine, il personnifiait les valeurs de la république. Dans son QG du 30 rue de la Balance, s'affrontaient de redoutables compétiteurs. C'était une ruche bouillonnante où énergie et humour corrosif s'entremêlaient ». Il poursuit : « Ce pur socialiste était discret, il n'aimait pas le faste, par-dessus tout il voulait agir au cœur

Ecrit par le 3 juillet 2026

d'Avignon. Sa fille Florence, partie trop tôt, gérait un agenda surchargé. Pour lui, rien n'était impossible il voulait améliorer la vie des gens, il bousculait l'ordre établi. Il s'était battu comme un lion pour qu'existe un service public funéraire pour que les familles frappées par le deuil ne soient pas en plus victimes d'escrocs. Merci pour ton amitié, ton engagement sans faille, pour notre ville et tous ses habitants » conclut-il entre deux sanglots.

« Il a posé les fondations d'un Avignon du XXIe siècle avec volonté, détermination et abnégation. »

Michel Gontard, président de Grand delta habitat et compagnon de route de Guy Ravier



Le regroupement de l'université sur un seul site à Sainte-Marthe et le positionnement de la gare TGV d'Avignon en Courtine sont à mettre au crédit de Guy Ravier.

Après 'Que c'est beau la vie' la chanson interprétée par Jean Ferrat, place à Michel Gontard qui a pris la parole, sans une note écrite. « Nous ne sommes pas venus ici pour te dire adieu, Guy, mais pour t'accompagner avec amitié. Tu aimais le jeu de boules, c'est là où se rencontrent les puissants et les humbles, la boule et le cochonnet. Dieu sait si certains se moquaient de toi, ce n'était pas comme au

Ecrit par le 3 juillet 2026

bridge où tu excellais avec Henri Coupon (ancien grand avocat d'Avignon) ».

Michel Gontard résume : « Tu as posé les fondations d'un Avignon du XXI^e siècle avec volonté, détermination et abnégation ».

Un sentiment partagé par l'un de ses anciens opposants à la municipalité qui anonymement souligne « qu'en un seul mandat de maire, il a plus fait rayonner Avignon que quiconque ».

Un grand soldat de la République a qui l'on doit l'Université et la gare TGV de Courtine

Entré au PS en 1971, conseiller général (1979-89), conseiller régional (1986-88), député (1988-93) et surtout maire d'Avignon de 1989 à 1995, pendant un seul mandat, après Jean-Pierre Roux et avant Marie-Josée Roig, il n'a de cesse de se décarcasser pour le bien commun de l'ensemble de la population, intra comme extra-muros. Pêle-mêle, en 6 ans et 3 mois seulement, il a réussi à résorber l'habitat insalubre en réhabilitant les quartiers de Monclar, La Croix des Oiseaux, Champfleury, lancé la zone d'activité d'Agroparc, mis en œuvre la station d'épuration pour que les eaux usées ne soient plus déversées dans le Rhône, il a regroupé l'Université sur le site de l'ancien hôpital Sainte-Marthe.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Raillé par une partie de ses opposants en raison de ses qualités de boulistes, Guy Ravier, qui était aussi un joueur de bridge redoutable, a participé régulièrement au Grand prix des personnalités qui se tenait sur les allées de l'Oulle.

Michel Gontard, d'ailleurs, salue « Sa volonté que la gare TGV fût implantée en Courtine. Pour lui, le Rhône et la Durance étaient deux bras dans lesquels allait se lover la Coga, ancêtre du Grand Avignon. Comme le Petit Poucet, il égrenait ses petits cailloux sur le chemin du progrès pour qu'Avignon rayonne, grandisse, il était si fier de sa ville. Avec lui, on perd un grand soldat de la république qui savait que l'intérêt général n'était pas l'addition d'intérêts particuliers. Toute sa générosité, tout son cœur il les dédiait aux plus démunis, aux précaires, aux fragiles. Il était à l'écoute, infatigable humaniste » conclut-il, très ému.

Ecrit par le 3 juillet 2026

« J'ai perdu un modèle de l'action politique. »

Cécile Helle, maire actuelle d'Avignon

Une deuxième chanson résonne alors dans le Funérarium, 'Quand les hommes vivront d'amour' composée par le québécois Felix Leclerc et c'est Cécile Helle qui témoigne. « J'ai fait sa connaissance au PS, je n'avais même pas 20 ans, il était une référence. A ses côtés, j'ai vu en 1981, quand la gauche est arrivée au pouvoir, qu'une autre vie était possible. S'il a été élu conseiller général, régional, député, maire c'est que la confiance des Avignonnais s'est renouvelée. Il était bon, proche des gens, à l'écoute, jovial, protecteur, un vrai militant de gauche. » Elle cite tous les dossiers qu'il a initiés, notamment la sauvegarde de l'intra-muros et l'inscription du Palais des Papes, de l'ensemble épiscopal et du Pont Saint-Bénézet au Patrimoine de l'Unesco en 1995. Elle finit par « J'ai perdu un modèle de l'action politique, notre peine est grande mais nous devons continuer à nous battre sur le chemin qu'il nous a transmis, tant les combats sont d'une cruelle actualité ».

Ecrit par le 3 juillet 2026



Son fils, Jean-Paul Ravier.

Une version jazz, tout en douceur, piano-contrebasse de 'La Marseillaise' conclut la cérémonie où on voit nombre d'yeux rougis parmi les avignonnais réunis au Funérarium. Et sur grand écran, défilent des photos de Guy Ravier en famille, mais aussi avec les grands noms du PS, Michel Rocard et Jacques Delors.

De nombreux élus présents, alliés comme opposants

Ce parterre nous a replongés dans 25 ans de la vie de la Cité des Papes, avec David Fournier, d'anciens élus comme le sénateur UMP Alain Dufaut, les communistes Frédéric Meyer et André Castelli, Alain Cortade, l'ancien maire du Pontet, mais aussi Robert Rouch ex-maire de Velleron, d'autres politiques, Robert Fidenti, Valérie Wagner. Egalement, Raymond Duffaut, ancien directeur général de l'opéra d'Avignon, Michel Pacqueu (ancien directeur d'Avignon tourisme), Jacques Montaignac, Aymé Montal, André Ferren et les représentants de la Société des Membres de la Légion d'Honneur Philippe Massié et

Ecrit par le 3 juillet 2026

PierrePandraud.

Parmi les participants également Joël Granier, ancien maire de Morières où Guy Ravier et sa femme s'étaient installés en 2008 quand il en a eu assez des guerres fratricides du PS, de l'absence de reconnaissance voire de l'ingratitude de certains. C'est d'ailleurs une chiraquienne pur-sucre, la maire RPR d'Avignon, Marie-Josée Roig, qui lui avait remis la Légion d'Honneur. Sans doute pour service rendu à tous les Avignonnais, au-delà des remparts et au-delà des clivages gauche-droite.

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



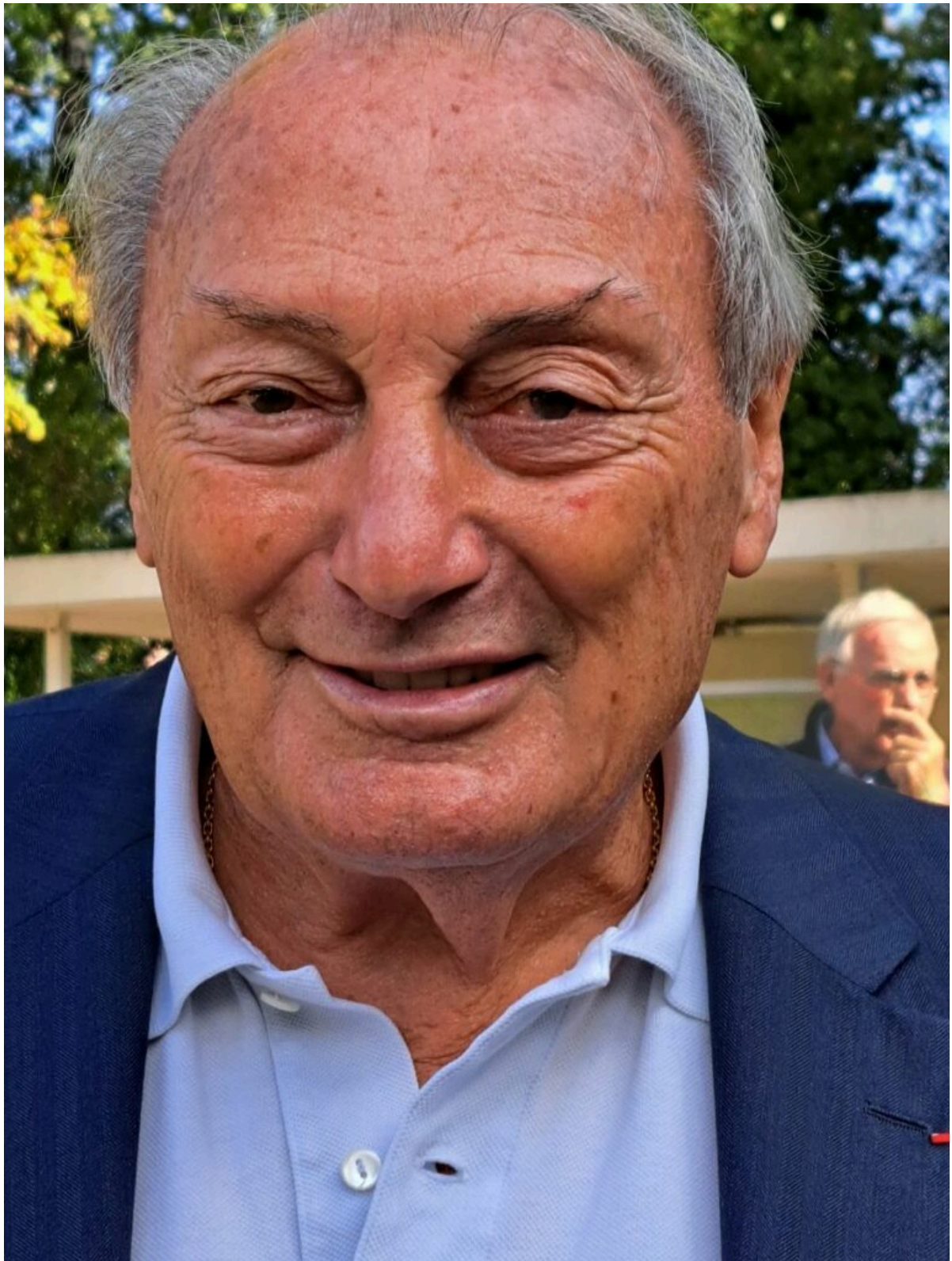
Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Alain Cortade, ancien maire du Pontet.



Gilbert Duffaux et Alain Dufaut.

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Robert Rouch ex-maire de Velleron.

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Raymond Duffaut et David Fournier, adjoint à la mairie d'Avignon.

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Joël Granier, ancien maire de Morières.

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

3 juillet 2026 |



Ecrit par le 3 juillet 2026

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Frédéric Meyer, ancien élu communiste.



Les représentants de la Société des Membres de la Légion d'Honneur Pierre Pandraud et Philippe Massié.

Marie-Noëlle Lienemann & Michel Gontard : « nous sommes au paroxysme de la crise du

Ecrit par le 3 juillet 2026

logement »



Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre du logement et présidente de la **Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM**, et **Michel Gontard**, président de **Grand Delta Habitat** et président directeur général d'**Axédia**, se sont réunis le jeudi 22 juin à Avignon pour aborder la crise du logement, en mettant notamment l'accent sur la question du logement social.

La question du logement ainsi que les préoccupations qui l'entourent sont plutôt partagées au niveau national. La Fédération BTP, les promoteurs, ou encore le Mouvement HLM, ou encore les associations qui luttent pour les droits des plus démunis, tous montrent une inquiétude certaine.

Ecrit par le 3 juillet 2026

« Nous sommes extrêmement inquiets et déçus, et certains même en colère, de l'exercice du Conseil national de la refondation (CNR) Logement par Madame Borne qui a mené vers des avis convergents », explique Marie-Noëlle Lienemann.

Des demandes sans réponses

Face à l'augmentation du prix de l'immobilier, à l'augmentation des intérêts, ainsi que la baisse des aides permettant un certain nombre d'opérations, notamment au niveau des logements les plus abordables, la Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM a fait plusieurs demandes, aujourd'hui encore sans réponses.

« On nous annonce que le gouvernement veut signer un pacte de confiance avec le Mouvement HLM et pour l'heure, nous n'avons rien sur la table. »

Marie-Noëlle Lienemann

Restauration du Fonds d'aide à la pierre, restauration de la TVA à 5,5%, ou encore abandon du prélèvement de la réduction de loyer de solidarité (RLS), c'est ce qui a été demandé pour le Mouvement HLM. L'idée d'un encadrement du prix du foncier, elle, n'a pas été retenue. C'est donc les deux versants du logement social, locatif et accession, qui sont impactés.

Une chute alarmante de la construction en France

« On dit qu'il y a une chute de construction, mais pour construire, il faut allonger les prêts, mais il faut aussi des subventions et des fonds propres », explique Marie-Noëlle Lienemann. Sans prêt à taux fixe, mais avec un remboursement adossé au taux du livret A, la situation est plus compliquée, notamment pour les organismes qui manquent de fonds propres. Certains devraient même passer dans le rouge l'année prochaine. « Ce n'est pas le cas de Grand Delta Habitat », rassure Michel Gontard.

« On manque de logements, mais surtout de logements abordables »

Marie-Noëlle Lienemann

L'ancienne ministre du logement déplore un trop-plein de résidences secondaires et l'explosion de plateformes telles qu'Airbnb, qui, selon elle, devraient être davantage régulées, car elles contribuent à l'augmentation des prix immobiliers. « L'état est convaincu qu'il n'y a pas besoin de construire mais il le disait déjà quand je suis devenue ministre en 1992, sauf que l'on observe plus en plus de carences de

Ecrit par le 3 juillet 2026

logement », ajoute-t-elle.

Une demande grandissante de logement HLM

Si le nombre de logements n'augmente pas, la demande, elle, ne cesse de grandir. Sur la dernière année écoulée, il y a eu une augmentation de 15% de cette demande sur toute la France. « Quand on regarde de qui viennent ces demandes, on remarque qu'il y a de plus en plus de salariés qui n'arrivent plus à payer leur logement dans le privé », affirme la présidente de la Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM. Ainsi, la pression augmente elle aussi pour le logement social.

Sur les départements de Vaucluse et du Gard, 76% de la population sont éligibles au logement social en termes de revenus. Parmi ces 76%, 20% sont déjà propriétaires mais plus capables d'assumer l'entretien d'un logement convenable.

Un taux de constructions bien en-dessous des objectifs

Pour répondre à cette forte demande de logements HLM, il faudrait, dans l'idéal, construire entre 100 000 et 150 000 logements HLM par an (en locatif). Une idée qui, aujourd'hui, semble utopique pour Marie-Noëlle Lienemann. « Il faudrait déjà passer au-dessus de la barre des 100 000 logements, affirme-t-elle. Aujourd'hui, on est à 88 000. » Il y a cinq ans, la France comptait 120 000 à 130 000 logements HLM construits par an.

« On est très loin de pouvoir satisfaire la demande aujourd'hui »

Marie-Noëlle Lienemann

Bien que le Vaucluse ait enregistré sa 2^e année record pour l'immobilier, il y a une demande de 18 000 logements dans le département. Pour son département voisin, le Gard, cette demande est à 20 000, et à 280 000 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Si l'objectif est d'en produire 1000 cette année dans les départements de Vaucluse et du Gard, seulement la moitié sera réalisable. Quant à la région Paca, elle observa la construction de seulement 1000 logements. Des chiffres bien trop faibles, selon Michel Gontard.

Une crise qui s'étend

De nos jours, le budget alloué au logement constitue une part du revenu de plus en plus grande pour les Français qui peinent davantage à trouver un logement digne et abordable. Aujourd'hui, le prix du logement n'est plus en corrélation avec les sources de revenu des Français.

Écrit par le 3 juillet 2026

« Il y a une quinzaine d'années, le budget logement constituait environ 20% du revenu. Aujourd'hui, on est à plus de 30% »

Michel Gontard

Marie-Noëlle Lienemann tire la sonnette d'alarme concernant une inadaptation des prix. Si la crise touchait les plus démunis il y a quelques années, aujourd'hui, elle touche un spectre plus large, avec la classe moyenne. « On est au paroxysme de la crise du logement », concluent unanimement Marie-Noëlle Lienemann et Michel Gontard.

Fusion Vallis habitat/Grand Delta habitat : « C'est avant tout une décision politique »



Alors que c'est demain que l'assemblée départementale se réunira en séance plénière pour

Ecrit par le 3 juillet 2026

délibérer sur [la fusion de Vallis habitat et Grand Delta habitat](#), le sénateur socialiste de Vaucluse [Lucien Stanzione](#) rappelle qu'il reste indéfectiblement attaché à ce que le bailleur social du département reste un outil de la collectivité publique. Pour lui, ce rapprochement est davantage une volonté politique qu'une décision financière.

Lucien Stanzione, que pensez-vous du projet de fusion des bailleurs sociaux vauclusiens [Vallis habitat](#) et [Grand Delta habitat](#) dont la validation doit être votée ce vendredi 7 octobre en séance plénière du Conseil départemental de Vaucluse ?

« Concernant la question du logement social, je connais un peu le sujet puisqu'il y a 10 ans j'ai été directeur de Mistral habitat avant que ce bailleur ne change de nom pour devenir Vallis habitat en septembre 2020. J'ai donc connu cette maison pendant plusieurs années et aujourd'hui, ce que je vois va au-delà de ce qui est entendable et faisable. »

Comment cela ?

« Mistral habitat s'est transformé en Vallis habitat après la fusion de Grand Avignon résidences (ndlr : l'ancien OPHLM de la ville d'Avignon puis de l'agglomération) en raison de la loi Alur 1, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové promulguée en mars 2014, qui imposait un parc minimum de 15 000 logements. Vallis habitat est donc un office public d'habitat social. C'est un service public au service des vauclusiens, mis en œuvre par le département de Vaucluse. Il y en a 200 en France et chaque département en est doté. Mais aujourd'hui il y a une décision prise par le conseil départemental, par la présidente Dominique Santoni qui dit : on procède à la dissolution de Vallis habitat et son absorption par Grand Delta habitat (GDH). Mais pourquoi ? J'ai posé la question : 'pourquoi dissoudre un outil au service du département'. Pas de réponse. »

« L'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »

Le Département évoque notamment la fragilité financière de Vallis habitat, particulièrement plombé par le mauvais état de son parc de logements ?

« Le relevé individuel de situation fait par la fédération des HLM, qui évalue la santé financière de chaque office public, fait apparaître lors des 3 dernières expertises, que Vallis habitat est plutôt en bonne santé. Ce n'est pas florissant mais la structure est en bonne santé et économiquement viable. De surcroît, le personnel qui est aujourd'hui désarçonné par ce projet de fusion absorption a fait lui aussi réaliser, dans le cadre de son CSE (Comité social et économique), une expertise par un cabinet indépendant qui arrive à la même conclusion : l'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »

« Par ailleurs, [l'Ancols](#) (Agence nationale de contrôle du logement social) a procédé à un contrôle de Vallis. Dans ce cadre, elle vient de rendre son rapport à la présidente Dominique Santoni à qui j'ai demandé de le rendre public. Si vraiment ces conclusions démontrent que cette structure n'est pas viable dans le temps parce que trop de charge, qu'il y a mauvais compte d'exploitation, et que donc il y a une catastrophe à venir. Et bien qu'elle le publie comme cela on aura la certitude de procéder à cette opération avec GDH. »

Ecrit par le 3 juillet 2026

« Mais face à cela, je suis pour le service public quand on le fait bien fonctionner. Je le suis d'autant plus lorsqu'il s'agit de logement social, surtout lorsque cet outil est vauclusien. Il serait dommage de le sacrifier. Après on se bagarre tous sur des chiffres, mais le vrai souci c'est que c'est une volonté politique. »

La 'fragilité' de Vallis habitat n'est-elle pas liée au fait que, à l'époque, on a associé deux structures (Mistral habitat et Grand Avignon résidences) qui avaient déjà du mal à assurer leur rôle d'outil d'aménagement. Que ce soit dans la production de logements ou dans la capacité de maintenir en état ou de réhabiliter le parc existant ?

« C'est exact, mais la majorité départementale actuelle a eu 7 années pour remédier à cette situation. Mais maintenant, on essaye de me faire porter la responsabilité parce que j'étais là il y a 10 ans. »

« Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. »

Ne paye-t-on pas également aujourd'hui 30 ans de difficultés et de clientélisme, à droite comme à gauche, qui ont amenuisé les marges de manœuvre de Vallis habitat ?

« C'était aussi une responsabilité politique que de prendre les bonnes décisions. Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. Depuis 7 ans, ce n'est quand même pas moi qui ai procédé aux recrutements. Quand on a la responsabilité d'une telle structure, on recrute des cadres du milieu. Il y a de bons salariés, quand il y a de bons cadres. »

« Mais pour avoir un bon niveau de direction, il faut aussi s'en donner les moyens. Je le répète, c'est que l'on n'a pas la volonté politique et que l'on ne prend pas les décisions pour recruter une équipe digne de ce nom. Parce que les personnels présents ne sont pas plus 'mauvais' que les autres dès lors qu'on les anime comme il faut et qu'on leur fixe des objectifs clairs. Ça fonctionne ailleurs, pourquoi cela ne marcherait pas dans la Vaucluse. »

Mais n'est-il pas trop tard, notamment en raison des investissements majeurs à réaliser par Vallis habitat pour jouer pleinement son rôle ?

« C'est vrai que d'un côté on constate qu'il y a une structure qui a du retard et qui construit trop lentement. Mais en face, on a quoi ? On a GDH dont le président Michel Gontard est un grand professionnel du logement social. Il est entreprenant, il est innovant, il construit beaucoup et plutôt de bonne qualité. Très bien. Mais GDH est aussi particulièrement endetté. Le capital apporté par Vallis ne va-t-il pas servir à remonter la structure financière de GDH. Je pose la question, mais personne ne me répond. N'empêche que c'est une réalité. »

« J'ai su par la fédération nationale des offices HLM que le capital de Vallis a été estimé à 800M€ environ. La présidente répond que ce n'est que 204M€ car effectivement elle enlève tout ce qui est comptabilisé en dette aux banques. En-tout-cas, le capital il est là et on va venir capitaliser GDH sans que le département n'en récupère un centime. Là on fait un cadeau à la recapitalisation. »

« Et au final, est-ce qu'on ne va pas faire comme il y a quelques années avec le rapprochement de Grand

Ecrit par le 3 juillet 2026

Avignon résidences. Est-ce que l'on ne va pas prendre le risque de plomber les deux ? Je continue à dire que Vallis habitat peut augmenter sa performance si on s'en donne les moyens. »

Vous vous inquiétez également pour le montant des loyers ?

« Bien sûr il y a un plafonnement du prix au m² qui s'applique à tous les opérateurs du logement social et donc à Vallis habitat et GDH. Mais effectivement, la crainte des locataires c'est de voir désormais les loyers augmenter. On nous dit que c'est encadré tous les ans par l'indice à la construction mais ceci étant il peut y avoir aussi des dérogations au dépassement de cet indice. L'autre revers de la médaille, c'est que le patrimoine de Vallis est beaucoup plus ancien mais en même temps ce sont des loyers beaucoup plus bas car ce sont des logements anciens qui sont déjà amortis. »

Vous rejetez donc l'urgence des arguments financiers ?

« La présidente en parle depuis mai et le vote intervient le 7 octobre. Moins de 6 mois sur un dossier aussi important, bien sûr que c'est trop rapide pour prendre une décision quasiment unique en France de privatisation déguisée d'un office (ndlr : ce sera la 2^e privatisation d'un office HLM après celle réalisée dans le Jura). Car qu'on le veuille ou non, même si c'est une coopérative, GDH est un service privé du logement social, ce n'est plus un service public. »

« Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? »

L'AMF (Association des maires de France) soulignait récemment la dégradation de la situation financière du logement sous la double pression des obligations de rénovations thermiques massives et de constructions nouvelles, qui impacte fortement la dette des bailleurs sociaux. Est-ce que ce rapprochement n'est pas un moindre mal car si ce n'est pas GDH, dont le siège est à Avignon et l'implantation fortement marquée en Vaucluse, cela risque d'être d'autres acteurs nationaux beaucoup plus éloignés du territoire. N'y a-t-il pas un risque à perdre la main ?

« L'argent plus cher concerne tout le monde, mais surtout celui qui est le plus endetté. Et à ce jour Vallis habitat est nettement moins endetté que GDH. Mais effectivement ces incertitudes posent la question de savoir ce que vont devenir Vallis habitat et GDH. Vallis habitat a l'avantage d'être un service public dès lors que l'autorité politique veut le conserver, alors que GDH, qui est dans le secteur l'habitat privé, est très probablement dans la ligne de mire du 1% Logement (ndlr : [Action logement](#)). Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? (ndlr : le président de GDH devrait être en poste pendant 4 ans encore). »

« Et même si madame Santoni dit qu'après la fusion le département aura une minorité de blocage avec 36% des voix au sein du conseil d'administration, croit-on vraiment que cela pèsera bien lourd face au 1% Logement qui arrivera avec des milliards sur la table. Le Département sera alors incapable de suivre financièrement. Pour moi, il y a plus de risques pour la coopérative que pour le service public de perdre la main. Tant que la collectivité dit 'je garde mon office', 'je le fais fonctionner', 'je mets l'argent qu'il faut éventuellement pour le recapitaliser'. Aujourd'hui personne ne peut acheter Vallis, et cela quelles que

Écrit par le 3 juillet 2026

soient les sommes proposées si la volonté politique est de dire 'on ne vend pas'. »

Il y a quand même un paradoxe à ce que ce soit l'outil public indépendant qui ne tienne pas son rôle d'aménageur en termes de volume de production alors que la coopérative connaît un fort développement et apparaît comme le bon élève du logement social dans le département ? Pour s'en convaincre il suffisait de voir la réaction des maires lors de la dernière assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse qui fustigeaient l'absence de résultats de Vallis et soulignaient la facilité de travailler avec GDH. Lors de l'annonce de la fusion on pouvait également remarquer la présence des maires vauclusiens directement concernés par les projets Anru qui sont vitaux pour le logement social en Vaucluse.

« Le chantier Anru qui débute à Orange dans la cité de l'Aygues à Orange prouve bien que Vallis est capable de mener des projets de ce type-là. Il y a aussi des opérations sur la rocade à Avignon. On en revient toujours à la même problématique. Si on a une bonne équipe, le programme on le démarre et on le mène à bien ensuite. Il n'est jamais trop tard pour bien faire et si l'on n'a pas été bon avant il faut le reconnaître. »

« Par ailleurs, il faut se rendre compte que les maires ne siègeront plus de droit dans le conseil d'administration de GDH, comme c'est le cas à Vallis. Alors bien sûr il peut y avoir des conseillers départementaux également maire, mais les maires en tant que tels, en tant qu'institution communale, il n'y en aura plus alors que leur place est primordiale dans ces structures où se décident les programmes de construction. Alors oui, certains maires disent 'c'est une bonne opération' mais d'autres disent qu'ils ne sauront plus ce qui se passe chez eux. Mais aujourd'hui il y a une direction politique au Département, avec une présidente qui me fait peur quand elle dit je suis une femme de droite assumée. Donc cela veut dire qu'elle applique la politique à laquelle elle croit et puis c'est tout. Avec les convictions que j'ai, si j'étais président, je ferais autre chose. »

La solution idéale serait donc de rester sur un statu quo ?

« Il faut procéder à une vraie professionnalisation de l'équipe d'encadrement comme déjà évoqué. Il faut aussi relancer le processus de construction en recapitalisant si nécessaire pour se donner les moyens. Il faut également fixer des objectifs clairs avec une présidence à la hauteur avec quelqu'un qui tient la route. Pourquoi pas la présidente Santoni : elle a la volonté et la détermination. Moi je dis à la présidente : 'il faut y aller' C'est une femme de conviction, de caractère, qui est à la tête d'une structure qui en vaut la peine et sa responsabilité n'est pas d'abandonner le service public. Au contraire c'est de le faire vivre. Sinon on peut privatiser le RSA, l'entretien des routes ou les collèges. Si c'est ça faire de la politique, il faut faire autre chose, il faut être chef d'entreprise. Être président du département c'est avant tout, comme toutes les collectivités, assumer des responsabilités et parfois même des 'emmerdements'. Sinon on fait autre chose car il ne faut pas abandonner le service public du logement. »

Propos recueillis par Laurent Garcia

Ecrit par le 3 juillet 2026

Les Coop'HLM renouvellent leur confiance à Michel Gontard



Michel Gontard, président de [Grand Delta Habitat](#), vient d'être reconduit dans ses fonctions de conseiller fédéral des Coop'HLM, la [Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM](#).

Présidée par l'ancienne ministre du logement [Marie-Noëlle Lienemann](#), cette fédération regroupe 165 coopératives présentes à travers la France. Elles sont les spécialistes de l'accession sociale sécurisée à la propriété mais interviennent également en locatif social, aménagement et syndic de copropriétés.

Membre fondateur de l'Union sociale pour l'habitat, la Fédération fondée en 1908 est administrée par un conseil fédéral de 32 membres s'appuyant sur une équipe de 12 collaborateurs. A ce jour, les Coop'HLM ont construit plus de 400 000 logements en un peu plus d'un siècle.

Pour sa part, Michel Gontard occupe également la fonction de président de la coopérative [Territoire Sud Habitat](#), d'[Axédia](#), ainsi que celle de [l'Organisme national de Contrôle et de Formation des Coopératives \(ARECOOP\)](#).

Par ailleurs, [déjà première coopérative HLM de France](#), Grand Delta Habitatant vient d'annoncer [la reprise de Vallis Habitat](#), le bailleur social du Conseil départemental de Vaucluse.

Ecrit par le 3 juillet 2026

L.G.

Retrouvez l'activité des Coopératives HLM en 2021

Logement social : fusion entre Grand Delta Habitat et Vallis Habitat



Avant de découvrir demain le détail de cette opération dans l'article de Mireille Hurlin ([lire ici](#)), voici déjà les grandes lignes de cette fusion qui devrait bouleverser le logement social en Vaucluse.

Dominique Santoni, présidente du [Conseil départemental de Vaucluse](#), Corinne Testud-Robert, vice-présidente du Département en charge de l'Habitat et présidente de Vallis Habitat ainsi que Michel

Ecrit par le 3 juillet 2026

Gontard, président de Grand Delta Habitat (GDH) viennent d'annoncer la fusion entre les bailleurs sociaux [Grand Delta Habitat](#) et [Vallis Habitat](#). Le nouvel ensemble comptabilisera 38 000 logements (22 000 de GDH et 16 000 de Vallis) dont 30 000 dans le Vaucluse. La fusion devrait être effective à la rentrée prochaine.

Maintien des loyers actuels

Grand Delta Habitat, plus grande coopérative HLM de France, s'engage à maintenir les loyers à leur niveau actuel et à réaliser 500 logements neufs par an (ndlr : hors [Anru](#)), à réhabiliter 4 000 logements d'ici 5 ans pour un montant de 120M€ et à faciliter l'accès à la propriété de ses locataires (à hauteur de 120 logements). Deux nouvelles agences (secteur Bollène et secteur Apt/Luberon) devraient aussi voir le jour afin de mieux répondre au maillage du territoire vaclusien.

L'ensemble du personnel conservé

Par ailleurs, GDH s'engage à conserver la totalité des salariés de Vallis Habitat. Ces derniers pourront conserver leur statut actuel dans la fonction publique où choisir celui de la coopérative plus avantageux en termes de rémunération. Le nouvel ensemble comptera près de 700 collaborateurs et conservera son siège actuel basé à Avignon.

Le Département Vaucluse devrait posséder au moins 36% du capital de la coopérative afin de disposer d'une minorité de blocage (le reste du capital étant détenu par [Action logement](#)).

Retrouvez demain sur www.echodumardi.com notre dossier complet de Mireille Hurlin sur cette opération majeure pour le logement social en Vaucluse.